

Vu le décret n° 184/PR/MEFCR du 4 mars 1987 fixant les modalités de classement et de déclassement des forêts de l'État;

Vu le décret n° 192/PR/MEFCR du 4 mars 1987 réglementant l'exercice des droits d'usages coutumiers;

Le Conseil d'État consulté;

Le conseil des ministres entendu;

Décète :

**Article 1<sup>er</sup>** .- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 9, 75, 76 et 90 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, porte classement du parc national de Mwagné.

**Article 2** .- Est classée en parc national dit parc national de Mwagné, une zone d'une superficie de 116.475 hectares, située dans la province de l'Ogooué-Ivindo.

**Article 3** .- Les limites du parc national de Mwagné sont les suivantes :

- le point A situé à 0,58778°N, 13,52858°E au confluent de la Lodié avec une rivière qui coule est-ouest;

- suivant la rivière qui se jette dans la Lodié au point A, jusqu'au point B à sa source situé à 0,60996°N, 13,69785°E;

- suivant une ligne droite d'un kilomètre sur une orientation sud-est jusqu'au point C situé à 0,60387°N, 13,7053°E sur un ruisseau;

- suivant le cours d'eau à partir du point C, jusqu'à son confluent avec la rivière Louayé au point D situé à 0,63405°N, 13,75574°E;

- suivant la rivière Louayé jusqu'au point E situé à 0,49598°N, 14,06756°E sur la frontière congolaise;

- suivant la frontière congolaise jusqu'au point F situé à la source d'un cours d'eau à 0,22613°N, 13,89041°E;

- suivant le cours d'eau qui prend sa source au point F, jusqu'à son confluent avec la rivière Lodié au point G situé à 0,37024°N, 13,81426°E;

- suivant la rivière Lodié jusqu'au point A.

**Article 4** .- Un règlement intérieur sera établi, après consultation du conseil national des parcs nationaux, pour définir les modalités de gestion et de contrôle des activités ou de la circulation autorisées en fonction des zones de protection à définir à l'intérieur du parc national.

**Article 5** .- La gestion du parc national, selon les modalités définies par le règlement intérieur visé ci-dessus, est placée sous la tutelle du ministère chargé des eaux et forêts.

**Article 6** .- Conformément aux dispositions des articles 79 et 80 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, le parc national de Mwagné fera l'objet d'un plan d'aménagement rendu exécutoire par décret pris en conseil des ministres.

**Article 7** .- A l'intérieur du parc national de Mwagné, les activités touristiques sont organisées selon le plan d'aménagement prévu à l'article 6 ci-dessus.

Toutes autres activités sont normalement interdites dans les limites du parc national à l'exception de celles résultant de droits d'usages coutumiers.

**Article 8** .- Les infractions au présent décret sont réprimées conformément aux dispositions du titre VII de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée.

**Article 9** .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute

nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 10** .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 30 août 2002

El Hadj Omar Bongo

*Par le président de la République, chef de l'État,*

*Le premier ministre, chef du gouvernement,*

Jean-François Ntoutoume Emane

*Le ministre de l'économie forestière, des eaux,*

*de la pêche, chargé de l'environnement*

*et de la protection de la nature*

Émile Doumba

*Le ministre d'État, ministre de l'économie,*

*des finances, du budget et de la privatisation*

Paul Toungui

*Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique*

*et de la décentralisation*

Idriss Ngari

*Le ministre de la défense nationale*

Ali Bongo

*Le ministre du tourisme et de l'artisanat*

Jean Massima

*Le garde des sceaux, ministre de la justice*

Honorine Dossou Naki

#### Décret n° 617/PR/MEFEPEPN

du 30 août 2002

portant classement

du parc national de Mwagné

Le président de la République, chef de l'État,

Vu la Constitution,

Vu les décrets n° 127/PR et n° 128/PR des 26 et 27 janvier 2002 fixant la composition du gouvernement de la République;

Vu la loi n° 14/63 du 8 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation;

Vu la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;

Vu l'ordonnance n° 6/2002 du 22 août 2002 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;

Vu le décret n° 1746/PR/MEF du 29 décembre 1983 fixant les attributions et l'organisation du ministère des eaux et forêts;